

Bien d'autres questions seront sans doute posées, maintenant et plus tard, des questions à propos et qu'il importe de poser à la Chambre dans l'accomplissement de nos devoirs envers le pays. Ainsi qu'en est-il de la question ouvrière? Le premier ministre a parlé de réduire les droits de certains usagers qui s'élevaient, je pense, à une infinitésimale fraction de 1 p. 100 des dépenses. Il devrait se rappeler que presque le même jour, le ministre des Transports a annoncé la réorganisation de son ministère. Dans sa déclaration, le ministre annonçait l'augmentation des frais facturés aux usagers à l'égard de certaines dépenses relatives aux services ministériels.

Nous aimerions aussi savoir en quoi consisteront les sanctions envisagées. Ces sanctions pourront-elles être appliquées de façon équitable? Quelle sera la formule adoptée? Seront-elles utiles et effectives?

• (2.30 p.m.)

Je termine sur un avertissement solennel au gouvernement. Le chômage qui résulte de l'application de certaines politiques gouvernementales est le plus cruel et le plus barbare qui soit parce qu'il touche, dans une large mesure, ceux qui sont à la base de la pyramide économique. Le noyau irréductible des pauvres et des désavantagés, les déshérités, ceux qui n'ont presque jamais connu autre chose que la pauvreté, les souffrances, les privations et l'échec sur le plan social qui résulteront de cette approche du problème de l'inflation, en subiront le contrecoup pendant de longues années.

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, il ressort de la déclaration du premier ministre que le gouvernement entend poursuivre jusqu'au bout le fiasco de sa politique anti-inflationniste. A maintes reprises, des membres de mon parti ont averti le gouvernement que ce mal se caractérisait par des symptômes déroutants et qu'en s'attaquant au problème de l'inflation par la contrainte, il susciterait encore plus de problèmes que celui qu'il s'efforce de résoudre. Nous n'avons cessé de répéter que c'était simplifier les choses à outrance que de prétendre que les difficultés économiques dont souffre ce pays étaient dues à un excédent d'argent par rapport aux biens disponibles. Nous n'avons cessé de signaler au gouvernement que le pays souffre d'une mauvaise répartition des revenus et d'une utilisation impropre de ses ressources humaines, matérielles et financières. Nous avons signalé que recourir à la manière forte pour résoudre ce problème n'aboutirait qu'à un accroissement du chômage et à un ralentissement de l'expansion économique. Le gouvernement n'en est pas moins passé à la mise en application de son

programme d'ensemble de restrictions fiscales et monétaires.

Malgré la mise en garde du Conseil économique du Canada quant aux conséquences possibles, nous voyons maintenant que, sans que cela ait infléchi de façon sensible la montée du coût de la vie, le pays doit faire face à un ralentissement de sa croissance économique, à un chômage qui va sans cesse en augmentant et, dans l'Ouest canadien, à la pire situation que nous ayons connue depuis les années 30. Le premier ministre peut bien nous dire qu'il est prêt à accepter un taux de chômage qui pourrait s'élever jusqu'à 6 p. 100 dans sa lutte ridicule contre l'inflation, mais ce n'est pas là une consolation pour les sans-travail. Le premier ministre devrait songer à un nouveau slogan, quelque chose dans ce genre «Aidez à combattre l'inflation en perdant votre emploi».

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

Le très hon. M. Trudeau: Vous l'avez perdu deux fois.

M. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Je constate, avec plaisir, qu'au moins le premier ministre est maintenant convaincu de la gravité de la situation dans l'Ouest du Canada. Je me réjouis de ce qu'il n'a pas essayé de dire aux premiers ministres provinciaux que les fermiers sont bien nantis puisque certains d'entre eux conduisent des tracteurs de \$20,000.

La déclaration faite aujourd'hui par le premier ministre indique, selon la coutume du gouvernement, que tout le poids de la lutte contre l'inflation reposera sur le secteur privé de notre économie. Ce sont les gouvernements qui devront rogner leurs dépenses. Ce sont eux qui devront réduire leurs services. Ce sont eux qui devront abandonner un projet. Mais on n'y mentionne aucune réduction des investissements dans le secteur public, dans le domaine de la production et de la publicité, dans les installations de luxe et dans d'autres projets qui peuvent être différés.

La déclaration du premier ministre ne nous indique pas les intentions de la conférence quant à la hausse des prix. On nous a maintes fois répondu ces dernières semaines, quand nous posions des questions à ce sujet, qu'il en serait question à la conférence du premier ministre. Mais il est parfaitement clair d'après la déclaration d'aujourd'hui que le gouvernement n'a pas l'intention de s'attaquer efficacement à l'augmentation des prix. La question du crédit à la consommation a été mise de côté et les provinces ont convenu d'avoir recours à la persuasion pour éviter l'augmentation des loyers.